

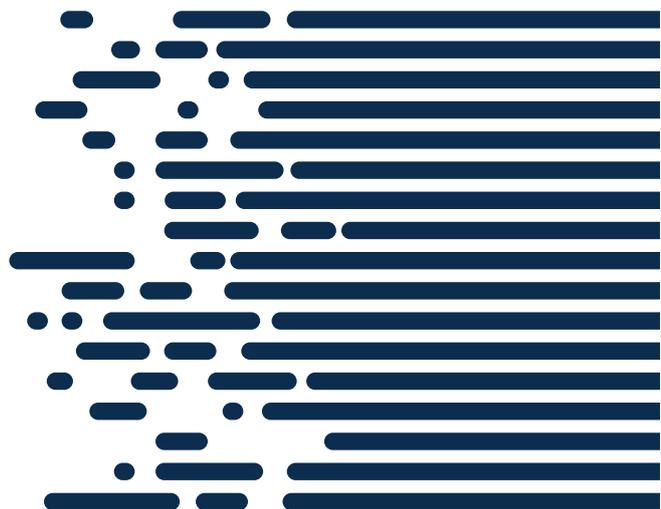


## 2019, vue par Sapiens

Ce qu'il faut attendre de cette nouvelle année, par les experts de l'Institut Sapiens

# Table des matières

À propos de l'Institut Sapiens .....	2
2019 : Ex tenebrae Lux ? - Olivier Babeau.....	3
Ne pas lâcher les réformes - Guillaume Brédon.....	7
Haro sur le logement - Bernard Cadeau.....	8
Il faut changer de modèle - Laurent Cappelletti.....	10
Du débat et de la pédagogie - Philippe Charlez.....	11
2019 : la domination de la Chine - Stéphan le Doaré.....	14
2019 : année névrotique - Charlotte Fillol.....	15
Un nécessaire Big-Bang fiscal - Victor Fouquet.....	18
N'oublions pas nos territoires - Frédéric Gaven.....	20
The potentiel rate of inflation in Europe - Sofia Kanjovski.....	21
La nécessité d'un débat apaisé - Yann-Maël Larhrer.....	23
Blockchain : la désillusion ? - Yorick de Mombynes.....	24
Avis de tempête - François-Xavier Oliveau.....	25
Réinventer l'action publique - Antoine Picron.....	27
Halte au feu ! - Pierre Robert.....	30



# À propos de l'Institut Sapiens

L'Institut Sapiens est la première « think tech » française. Organisme indépendant à but non lucratif, sa vocation est de peser sur le débat économique et social français contemporain par la diffusion de ses idées et d'innover par ses méthodes, son ancrage territorial et la diversité des intervenants qu'il mobilise, afin de mieux penser les enjeux vertigineux du siècle.

Impulsé par Olivier Babeau, Laurent Alexandre et Dominique Calmels, en partenariat avec la chaire Capital Humain de l'université de Bordeaux, Sapiens a vocation à définir le rôle de l'humain dans une société bouleversée par le numérique. Son axe principal de travail est l'étude et la promotion des nouvelles formes d'écosystèmes favorables au développement économique et au bien-être social.

Sapiens fédère un large réseau d'experts issus de tous horizons, universitaires, avocats, chefs d'entreprise, entrepreneurs, hauts fonctionnaires, autour d'adhérents intéressés par le débat touchant aux grands enjeux actuels.

Plus d'informations sur <http://institutsapiens.fr>





## L'année 2019 vue par les experts Sapiens

# “2019 : Ex tenebrae lux ?”



### Par Olivier Babeau

*Président fondateur de l'Institut Sapiens.*

*Professeur à l'université de Bordeaux, Olivier Babeau est agrégé d'économie et de gestion. Il est l'auteur de nombreux essais sur le rôle de l'Etat et les mécanismes de marché.*

“Difficile d'entamer l'année 2019 sur une note optimiste, tant l'héritage de 2018 est lourd. Les difficultés conjoncturelles ne manquent pas: ralentissement de l'activité, persistance du chômage de masse, compétitivité de nos entreprises qui reste faible, perte des parts de marchés françaises dans le monde, etc. Ce sont pourtant des mouvements de fond qui produisent les manifestations les plus spectaculaires auxquelles nous assistons. Les forces telluriques s'exerçant d'ordinaire dans le silence des souterrains jaillissent soudain en de puissantes éruptions. Tremblements de terre politiques et laves incandescentes sociales marquent d'ores et déjà cette nouvelle année. Pouvons-nous espérer que des ténèbres actuelles naisse la lumière, ou

bien devons-nous, comme Dante à l'entrée des enfers, « *abandonner tout espoir* » ?

## Les trois polarisations

L'historien **Eric Hobsbawm** avait décrit le **XXe siècle** comme **l'âge des extrêmes**. Après vingt ans de bouleversements provoqués par les nouvelles technologies de l'information et de la communication, on s'aperçoit que le **XXIe** pourrait lui aussi prétendre, pour des raisons différentes, à cette caractérisation. Dans tous les domaines, un monde dual est en train d'émerger, privé du juste milieu qui faisait le lien entre les positions extrêmes.

Notre économie, d'abord, connaît une polarisation croissante entre les grosses plateformes qui maîtrisent l'accès au client final et la myriade d'entreprises qui en dépendent. Les leaders conservent et renforcent naturellement leur domination sur les autres, grâce aux effets de réseaux. Celui qui accumule le plus de fréquentation collecte le plus de données, et fournit donc aux annonceurs et clients le meilleur service, renforçant en retour sa capacité à attirer les internautes. S'affirmant comme intermédiaires incontournables pour avoir accès au marché, **les plateformes peuvent accaparer une partie de la valeur créée (en percevant une sorte de droit de passage) alors que leurs coûts marginaux sont nuls, d'où l'explosion de leurs profits.**

La deuxième polarisation est sociale. La « **société en sablier** » décrite par **Alain Lipietz** en 1998, où **riches et pauvres se concentrent aux extrémités de l'échelle sociale**, semble plus que jamais s'annoncer. Dans la **société de la connaissance** où le **travailleur devra être complémentaire d'une intelligence artificielle assumant sans mal toutes les tâches non transversales**, deux catégories de population se séparent radicalement : d'un côté les **travailleurs surpayés et hyper-connectés** que les entreprises s'arrachent, de l'autre ceux dont les **compétences sont devenues inutiles**. La « société en losange » traditionnelle disparaît. Le mouvement des gilets jaunes peut se lire comme le cri d'angoisse de ces populations qui occupaient autrefois le milieu de l'échelle sociale et voient leur implacable déclassement. Plus les deux mondes se sépareront, moins il sera concevable à un membre de la classe inférieure d'atteindre l'autre extrémité du spectre social. Un employé de bureau pouvait hier espérer devenir cadre ; un chauffeur au chômage demain aura très peu de chance de réussir à devenir data-scientist... On pense à l'« effet Matthieu » évoqué en 1968 par le sociologue R.K Merton, citant la phrase de l'apôtre : « *on donnera à celui qui a, et il sera dans l'abondance, mais à celui qui n'a pas on ôtera même ce qu'il a* ».

La polarisation politique est la tendance plus frappante. L'abaissement du coût d'entrée sur le marché cognitif permis par les réseaux sociaux a rendu aisée la diffusion d'idées non sélectionnées par les canaux patentés d'hier. La recherche de maximisation du temps d'attention sur laquelle repose l'économie des réseaux fait ressortir les contenus les plus segmentants, accentuant ainsi les bulles de filtres et favorisant l'agglutination des opinions autour d'opinions extrêmes. La perception de la société a toujours été une construction; désormais cette construction est le résultat de mécanismes de sélection dont la nature a changé depuis l'explosion des données et de leur accessibilité : on ne perçoit plus en priorité, comme autrefois, ce qui est conforme à une orthodoxie, mais au contraire ce qui en diverge, ce qui donne une prime aux exagérations les plus délirantes n'entretenant avec la réalité et la logique que de lointains rapports.

**Nous expérimentons une crise du régime de la connaissance.** Il importait hier d'atteindre l'information pour la rapporter, aujourd'hui il s'agit de bloquer celles qui ne sont pas pertinentes. Les deux régimes de connaissance s'opposent exactement comme s'opposent un système devant trouver de l'eau dans le désert et un autre qui doit lutter contre la montée des flots. Nos structures d'éducation et d'information avaient été conçues pour permettre l'accès à l'information. Par pour la discriminer. De la confusion entre opinion et science, rumeur et fait, délire et raison découle logiquement, prospérant sur un terreau égalitariste, la haine des élites et le mépris des experts.

**Avec le numérique, les barrières traditionnelles aux effets de concentration et excès systémiques en tous genres sont effondrées.** Les frontières, limites de capacité, contraintes temporelles et contre-pouvoirs qui segmentaient les marchés et limitaient les exponentielles ont disparu. La modération célébrée dans l'Antiquité, la tendance au retour à la moyenne et à la marginalisation des extrêmes s'effacent devant un spectaculaire triomphe de l'hubris dans tous les domaines. Dies irae, « jour de colère », disait l'hymne liturgique à propos de l'apocalypse. Le jour de colère des gilets jaunes, n'est probablement qu'un début.

## **Le temps des murs**

Les archéologues remarquent avec étonnement que les palais construits en Crète il y a quatre mille ans étaient ouverts sur la campagne, sans la moindre protection apparente contre d'éventuelles agressions. Ils y voient le signe d'une époque particulièrement apaisée où les échanges commerciaux apportaient la prospérité dans toute la méditerranée. Au XXIIe siècle avant notre ère, de violentes invasions venues du continent ont apporté une insécurité nouvelle, traduite par les puissantes

murailles des palais mycéniens. Les murs sont le baromètre de la santé d'une civilisation.

Qui ne voit hélas que le temps des murs est revenu ? Ceux de la frontière américano-mexicaine, ceux de l'Europe bien sûr. Ceux aussi que, dans des villes autrefois ouvertes, les ségrégations sociales créent peu à peu. Les clôtures fleurissent, segmentant la ville en zones autonomes où se cultivent un entre-soi de misère ou d'abondance. Les grilles peuvent, selon les besoins, enfermer ou protéger de l'extérieur. Les murs sont ceux des méfiances réciproques, des groupes sociaux qui n'ont plus rien à se dire et dont la présence est ressentie par l'autre comme inopportune. Ce sont aussi ces vitrines aveuglées par des planches, symbole d'un doux commerce mis entre parenthèses par le déchaînement des colères qui sont également, bien souvent, des haines. Les barrières tarifaires et l'affaiblissement des grandes institutions internationales comme l'OTAN ou l'ONU participent d'un même repli.

Face à un mouvement qui s'est bâti sur la contestation d'un prix du carburant qui depuis ne cesse de baisser, qui claironne sa haine des impôts mais aussi son désir d'Etat, qui se désole d'un pouvoir d'achat que l'INSEE décrit pourtant en croissance, il est clair que nous sommes beaucoup plus dans le registre de l'affect que dans celui de l'objectivité. Cela ne signifie pas que les doléances soient sans fondements (notamment concernant l'étouffement fiscal), mais que le seul rappel des faits ne semble pas convenir pour y répondre.

**Le temps des murs n'est pas celui de la logique. La société de la raison ne peut être qu'une société ouverte.** C'est l'intelligence qui est désormais en procès. La légitimité de l'élite n'est pas seulement contestée parce que cette dernière serait une caste immobile se reproduisant en circuit fermé. Elle est contestée en elle-même : c'est le principe même d'une classe dirigeante, d'une expertise donnant à certains, y compris à travers une élection, le pouvoir de décider au nom des autres, qui est nié. C'est la gouvernance, via des représentants et un nombre restreint de citoyens placés par leur talent en position de pilotage, qui est contestée.

La question essentielle de cette année est donc : de quelles façons, et à quelles conditions, la légitimité d'une élite éventuellement (et même probablement) renouvelée pourra-t-elle être restaurée ?

L'oiseau de Minerve, écrit Hegel, prend son envol à la tombée de la nuit. Notre temps a besoin du logos, mot de l'Indo-européen lié à l'idée de lumière. **Il a besoin d'opposer la conversation aux invectives, le discours aux hurlements. Ce sera en 2019, plus que jamais, la mission que se donne l'Institut Sapiens."**

# “Ne pas lâcher les réformes”



## Par Guillaume Brédon

*Avocat spécialisé en droit social. En 2002 il cofonde BRL avocats, un cabinet d'avocats spécialisés en droit social qui est aujourd'hui reconnu comme un des meilleurs cabinets en la matière par la profession. Guillaume Brédon est docteur en droit privé, il a soutenu sa thèse à l'université Paris II. Il est aujourd'hui l'expert en droit social et formation professionnelle et administrateur de l'Institut Sapiens. Guillaume Brédon a notamment cosigné les études "Faire de la formation-pro l'assurance chômage du XXIème siècle" et "L'avenir du dialogue social à l'ère du numérique".*

“Il est difficile d’être optimiste pour l’année qui s’ouvre. Les récentes images qui ont maintenant l’habitude d’ouvrir nos journaux télévisés font état d’une relative perte d’autorité publique, en envoyant le message suivant : laissons faire le faible mais sanctionnons le riche. Du retour de cette autorité relative dépendra notre future attractivité économique aux yeux des investisseurs étrangers, dont les capitaux sont une des conditions nécessaires à la modernisation de notre économie.

L’état de notre pays en ce début 2019 ne permet pas d’espérer une poursuite des réformes. Le cycle de transformation de la France, initié en juillet 2017, semble être rompu et son redémarrage ne semble malheureusement pas être à l’ordre du jour. Pourtant la France a un besoin impérieux en réformes structurelles et structurantes : assurance chômage, système des retraites, fiscalité, aménagement du territoire, des pans entiers de notre système doivent être modernisés au risque de voir notre pays décrocher définitivement. La perte du capital politique de l’exécutif lié à la révolte jaune écorne à la fois nos capacités à nous réformer tout en entamant notre prospérité future.

L’année 2018 et la révolte fiscale initiale liée au mouvement des gilets auront eu une seule vertu pour notre économie : **l’outil fiscal ne sera plus celui qui sera privilégié par nos dirigeants pour gouverner et réguler notre économie.** Une utilisation plus parcimonieuse et réfléchie de l’outil fiscal, base de notre système redistributif mais également la cause de notre décrochage compétitif, peut être espérée à l’avenir. ”

# “Haro sur le logement”



## Par Bernard Cadeau

*Expert logement pour l'Institut Sapiens. Dirigeant du réseau immobilier Orpi durant 18 Ans dont 12 en qualité de Président jusqu'en décembre 2017, il est titulaire d'une Maitrise de droit des affaires de l'université Paris Panthéon Sorbonne. Il est un des spécialistes français concernant la politique du logement, de l'immobilier mais aussi de l'animation d'entreprises en réseau. Il intervient à ce titre régulièrement dans les médias pour éclairer le débat public. Bernard Cadeau est notamment l'auteur du rapport “Logement : 3 chocs pour une révolution”.*

“Le marché immobilier est très actif depuis, 2016 et l'année 2018 le confirme avec 965 000 ventes (dont 40 000 environ à Paris). Ce dynamisme a été alimenté en grande partie par des taux d'intérêts historiquement bas, et toujours bien sûr, par le besoin de logements. Les piètres performances des autres types de placement incitent à l'investissement locatif.

Toutefois on peut considérer que **l'effet « amortisseur » des taux bas ne jouera plus en 2019**, car ils ne baisseront plus et risquent même de remonter légèrement. Les prix ont sans doute atteint un plafond de verre, car le pouvoir d'achat des acquéreurs ne suivra pas. La baisse de la surface acquise pour préserver le budget atteint ses limites. Le stock des biens à vendre a diminué et le choc de l'offre, promis par le gouvernement ne se fait pas encore sentir, si tant est qu'il viendra un jour.

Le début d'année, et c'est un euphémisme, est marqué par un environnement économique et social incertain, qui n'encourage guère les investissements. Et pourtant, le besoin de logements n'est toujours pas satisfait. Il faut donc faire venir ou revenir les différents investisseurs.

Tout d'abord les investisseurs institutionnels qui ont déserté le marché

du logement depuis plus de dix ans ; ils doivent agir, entre autres, sur le logement intermédiaire.

Viennent ensuite les bailleurs privés, qui ont besoin de clarté et de stabilité fiscale et réglementaire, leur permettant de s'inscrire dans un projet de moyen /long terme.

L'année 2019 verra la mise en œuvre de la loi ELAN (loi sur le logement) dont les effets ne seront sans doute pas visibles immédiatement, et dont certaines dispositions effraient, tel que l'encadrement des loyers.

Enfin, je crains les effets de bord du débat sur le rétablissement de l'ISF. Si le Président maintient son choix de ne pas réintroduire cet impôt, quid d'un « ajustement » des seuils de l'IFI et de ses taux ? Quid d'une tentation de revoir les droits de succession ? Sans vouloir jouer les Cassandra, j'invite à la plus grande vigilance au moment du débat sur le collectif budgétaire ! Je rappelle que l'immobilier est, depuis longtemps, la victime trop facile des ajustements budgétaires en tous genres . N'oublions pas tout de même que si l'état investit Deux points de PIB dans le logement, cette industrie en rapporte un peu plus de trois !

En résumé :

- 1) Les taux ne baisseront pas.**
- 2) Les prix devront s'ajuster au pouvoir d'achat, sous peine de bloquer le marché.**
- 3) Les investisseurs privés sont prêts à jouer le jeu, pour autant que les règles fiscales et réglementaires soient claires, durables et incitatives.**
- 4) Les effets de la loi ELAN se mesureront au fil du temps.**
- 5) La plus grande vigilance est de mise quant à une éventuelle tentation de durcir l'IFI et ou les droits de succession."**

# “Il faut changer de modèle”



**Par Laurent Cappelletti**

*Edhec et docteur HDR en gestion, est Professeur titulaire de chaire au Conservatoire National des Arts et Métiers, Directeur à l'Institut de Socio-Economie des Entreprises et des Organisations (Iséor). Il est intervenu auprès de 400 organisations et réalisé, sur cette base, près de 200 publications en France et à l'international, dont « Le contrôle de gestion de l'immatériel. Une nouvelle approche du capital humain », Dunod, 2012. Laurent Cappelletti est notamment l'auteur du rapport “l'absentéisme : une facture à 108 milliards €”*

“Il existe une forte dichotomie entre la réalité macroéconomique de notre pays et le ressenti des citoyens. La question du pouvoir d'achat est la quintessence de ce phénomène. Selon l'INSEE, les hausses de pouvoir d'achat des ménages en 2018 et 2019 seront de l'ordre de 2%, du jamais vu depuis plus de 15 ans, mais les Français de manière globale, et pas uniquement sur les ronds-points, sont dans une situation ressentie de déclassement relatif.

Il y a aujourd'hui, également, un phénomène de “mauvaise foi” généralisé, non seulement dans une partie de la classe politique française mais également parmi les français giletjaunistes. Une minorité très audible martèle de lourdes contre-vérités à longueur de journées pour à la fois surfer sur, et accentuer ce sentiment de déclassement relatif. Retrouver le chemin de la prospérité passera par le carrefour de la vérité. Pour cela l'un des enjeux de cette année sera celui de l'explication de gravure. On ne pourra lutter contre les Fake News qu'en rappelant sans cesse, pédagogiquement et sans mépris, les vérités économiques en vigueur dans notre pays, par exemple que la France est un des pays les plus redistributifs au monde. Ce seront là les véritables conditions pour réussir le grand débat national dans des conditions saines.

**2019 sera également une année importante pour l'évolution de notre modèle économique.** Il faut profiter des débats actuels et de la loi PACTE pour créer et développer un capitalisme qui soit plus inclusif et social, afin de répondre à la demande mondiale de changement de modèle sans changer de logiciel.”

# “Du débat et de la pédagogie”



## Par Philippe Charlez

*Ingénieur des Mines de l'École Polytechnique de Mons (Belgique) et Docteur en Physique de l'Institut de Physique du Globe de Paris. Il rejoint l'industrie pétrolière en 1982 où il est pendant 15 années expert en Mécanique des Roches. Il occupe ensuite diverses fonctions opérationnelles et de direction en Ecosse, en Angola) et au Kazakhstan. Il est actuellement conseiller technique auprès du directeur de la communication d'un grand groupe pétrolier. Expert reconnu en hydrocarbures non*

*conventionnelles, Charlez est l'auteur de deux livres sur la Mécanique des Roches et de plus de 70 articles sur l'énergie. Il a publié en 2014 & 2015 aux Editions Technip "Our Energy Future Is not set in Stone" « Gaz et pétrole de schiste ... en question » et "The shale oil and Gas debate". Un nouvel ouvrage généraliste sur la transition énergétique « Croissance, énergie, climat. Dépasser la quadrature du cercle » est paru Octobre 2017 aux Editions De Boek supérieur. Philippe Charlez enseigne à Science Po, Dauphine, l'INSEAD et au Centre International de Formation Européenne.*

“Depuis deux mois le mouvement des Gilets Jaunes défie la République Française dans une nouvelle version de la lutte des classes. Elle se traduit par une démarche insurrectionnelle et une surenchère de la violence appuyée sans aucun complexe par Jean-Luc Mélenchon et sa bande d'insoumis qui appellent à la mutinerie citoyenne. Plus discrète, Marine Le Pen n'est pourtant pas en reste. Requinquée après son débat calamiteux, elle attend son heure en lançant dans l'arène médiatique ses jeunes lieutenants populistes. Quant aux républicains et aux socialistes leur silence et leur complaisance n'a d'égal que leur faiblesse.

Arrêt des réformes, glissement de la politique de l'offre vers une politique suicidaire de la demande, rétablissement de l'ISF, maintien de la taxe d'habitation pour les 20% les plus riches, réduction des salaires des hauts fonctionnaires, taxation des GAFAs et des entreprises du CAC40, Référendum d'Initiative Citoyenne, suppression du mariage pour tous et même rétablissement de la peine de mort ? La France serait-elle en train de glisser vers une révolution néo-bolivarienne qui fascine depuis toujours le leader de l'extrême gauche française s'imaginant déjà dans le costume d'un Hugo Chavez qu'il a tant admiré par le passé.

Si certaines des revendications initiales des gilets jaunes sont légitimes, la forme prise par leur mouvement est insoutenable dans un Etat de Droit. Quant aux conséquences elles seront à coup sûr économiquement catastrophiques. Fuite des capitaux, volte-face des investisseurs préférant en post Brexit Francfort à Paris, montée du chômage et explosions des déficits et de la dette seront de toute évidence les principaux dégâts collatéraux de ce mouvement devenu absurde. Et le pire reste à venir. A terme, la facture sera payée par les gilets jaunes et non par les riches qu'ils maudissent. Sans que personne ne le remarque, ces derniers beaucoup plus mobiles se seront évaporés dans la nature.

Aussi faut-il impérativement « sauver le soldat Macron ». L'idée du Grand Débat National lancée par le Président de la République ne peut être qu'encouragée pour couper court aux extrémistes de tous bords. Mais, la fracture sociale est tellement béante que les échanges ne s'annoncent pas sereins. Faites d'incompréhension et de malentendus, les discussions peuvent très rapidement dériver, tourner au dialogue de sourds et aux règlements de compte. Comme souvent, les extrémistes les plus aguerris monopoliseront la parole pour ensuite crier au complot et s'indigner de ne pas avoir été entendus. Le débat ne débouchera alors sur rien de concret. Au contraire, il ouvrira encore plus la faille séparant le peuple de ses élites. D'une opportunité le débat peut alors devenir incontrôlable et déboucher sur le chaos. C'est ce point d'arrivée sans retour qui est le plus préoccupant.

**Pourtant, il y a un moyen de couper court à ce résultat désastreux : il s'appelle pédagogie.**

Le Grand Débat National est sensé discuter de quatre thématiques clé : la transition écologique, la fiscalité et les dépenses publiques, la démocratie et la citoyenneté et l'organisation de l'Etat et des services publics. Comment le citoyen lambda pourra t'il discuter avec pertinence et pragmatisme de ces sujets souvent hautement techniques sans d'abord avoir été un minimum informé voire...formé. Sans introduire dans le débat un minimum de formation transparente et dépassionnée, les échanges resteront purement émotionnels. Pire ceux qui connaissent le sujet orienteront le débat à leur avantage. Loin de dépassionner la contestation, les recommandations de ce grand débat national ne seront pas comprises. Elles décupleront la frustration et la colère. Au contraire, des conclusions bien comprises même si elles ne vous sont pas totalement favorables seront bien plus aisément acceptées. La psychologie élémentaire ne nous apprend-elle pas que le positif est heureux, le négatif malheureux mais le non-dit...insupportable ?

Ainsi par exemple, comment débattre de transition écologique sans comprendre la différence entre énergie et puissance, sans connaître les grands chiffres relatifs aux sources d'énergie (pétrole, gaz, charbon, nucléaire, renouvelables), sans comprendre pourquoi l'électricité ne se stocke pas, pourquoi les renouvelables sont moins efficaces que le nucléaire. Comment discuter de la pertinence de la loi sur la transition écologique et solidaire sans la moindre information sur la formation des prix, sans comprendre nos réussites et nos échecs mais aussi ceux des autres. Comment émettre un avis objectif sans décortiquer comment l'énergie est utilisée dans les transports, l'habitat ou l'industrie, comment énergie et aménagement du territoire sont intimement liés.

Et ce qui est valable pour la transition écologique l'est aussi bien entendu pour la fiscalité et les institutions. Ainsi faut-il expliquer pourquoi l'ISF est un impôt absurde et contre-productif, pourquoi une politique de la demande conduit inévitablement à un accroissement du chômage et pourquoi sans une culture forte du compromis, la proportionnelle intégrale conduit à une instabilité politique permanente.

Fort de ses experts reconnus, l'Institut Sapiens possède toutes les compétences pour délivrer aux citoyens la formation dont ils ont besoin pour aborder le Grand Débat de façon pragmatique, constructive et dépassionnée. A ce titre, il est prêt à prendre toutes ses responsabilités et à organiser dans ce cadre des sessions informatives. La pédagogie est la condition sine qua non pour ne pas se retrouver dans le chaos en mai prochain et aborder avec calme la grande échéance Européenne."

# “2019 : la domination de la Chine”



## Par Stéphane Le Doaré

*Après des études de biologie et deux années dans les forces spéciales, Stéphane Le Doaré se tourne vers l'informatique. Actuellement gérant de la société DSI Concept à Marseille, il conseille les entreprises dans la structuration de leur système d'information. Son deuxième roman aborde l'Intelligence Artificielle et le Transhumanisme d'un point de vue social et prospectif. Les conférences qu'il anime sur le sujet de l'I.A. replacent ce thème dans les contextes géopolitique, économique et sociétal. Il est également membre du LICA (Laboratoire d'Intelligence Collective et Artificielle)*

“En termes d'Intelligence Artificielle, 2019 devrait encore voir fleurir de nombreux projets, innovations et découvertes scientifiques, ainsi que l'arrivée des premiers ordinateurs quantiques en production. Ce qui va tendre encore le rapprochement I.A. et NBIC (Nanotechnologies, biotechnologies, informatique et sciences cognitives) et là aussi, des découvertes et avancées dans de nombreux domaines.

**La Chine devrait assoir sa position de première puissance économique mondiale à la fin de l'année tandis que les Etats-Unis devraient par le truchement de leur président faire se tendre encore les relations diplomatiques mondiales.** Par effet domino, on peut alors penser que la cyber-guerre engagée depuis quelques années (par ex., les “contrôles réflexifs” désormais aussi numériques depuis 2010) devrait s'appuyer encore d'avantage sur des outils d'I.A., permettant de prendre un fort avantage à moindre coût. La situation de monopole mondial des GAFAs/BATX devrait perdurer mais la balance devrait pencher du côté chinois du fait de l'ouverture de son marché “numérique” (les BATX “sortent du bois chinois”) avec l'ouverture de succursales européennes et la poussée à l'export de Huawei depuis quelques années.

L'Europe doit absolument de son côté mettre en place un RGPD 2.0 prenant en compte la création de datasets européens et de contrôles en intelligence économique plus sérieux pour verrouiller ses marchés de pointe (par exemple, rendre obligatoire un volet économique des appels d'offre techno/scientifiques UE ne serait pas un mal), avant qu'il ne soit trop tard (cf le Portugal qui vote contre la France, de peur de froisser leur

partenaire commercial : la Chine).

Convergence science-économie, perte du pouvoir politique et même démocratique qui glisse vers le monde économique, montées en puissance géopolitiques plus ou moins inquiétantes, tout ceci augure un manque de compétitivité mondiale des européens, malgré des initiatives locales nombreuses et intéressantes dans un contexte de renforcement de doctrines opposées ou différentes (USA-Israel/Chine/Russie/Europe/Moyen et Proche-Orient).

**L'heure est en fait à la coordination entre science, économie, politique, renseignement, éducation, diplomatie pour arrêter l'hémorragie. Mais les élus d'états européens peuvent-ils jouer ce rôle nécessitant un sérieux vernis "techno-scientifico-économique", bien différent de celui de la majorité des présents ?**

## “2019, année névrotique”



### Par Charlotte Fillol

*Maître de Conférences en gestion à l'Université Paris Dauphine, elle a dirigé pendant plusieurs années la stratégie éducative d'une EdTech française. Elle est maintenant consultante auprès des entreprises et experte en éducation. Charlotte Fillol est administratrice de l'Institut Sapiens.*

“Malgré les annonces du gouvernement, l'agitation ne faiblit pas en ce mois de janvier 2019 : le grand débat national annoncé par l'exécutif est mort-né, chaque semaine les scènes d'émeute en gilet jaune se succèdent dans une atmosphère vaguement factieuse. Et surtout, le désordre gagne les universités : jusqu'alors relativement calme, le monde étudiant saute à pieds joints dans la contestation : à Nanterre, à Toulouse-le Mirail, puis à Tolbiac, Rennes et Aix, enfin partout en France les facultés s'embrasent, d'abord pour protester contre la hausse des droits d'inscription pour les étudiants étrangers, puis simplement pour ne pas être en reste et ajouter leur voix à la cacophonie contestataire ambiante.

Alors qu'une année blanche se profile pour l'enseignement supérieur, au moment même où la réforme du système d'inscription à l'université doit se révéler comme l'un des trop rares succès immédiats du gouvernement, celui-ci réagit par la panique et décide de faire de l'enseignement supérieur un symbole en réponse à l'agitation, un signe de la volonté de l'exécutif d'investir en l'avenir - tout en lui ménageant une porte de sortie médiatique bien commode. En dépit de toute rationalité, le gouvernement décide donc de créer le revenu minimum étudiant (RME), équivalent au Smic, et versé à chaque étudiant sans conditions de ressources. Dans l'esprit de ses promoteurs, le RME doit à la fois calmer la fronde étudiante et donner des gages au reste des manifestants : on ne peut pas donner à tout le monde, on va donc investir dans la jeunesse. L'institut Sapiens publie immédiatement une note assassine sur le sujet, sous le titre : *"Hypothéquer l'avenir en achetant le présent : Croquignol à la fac"*.

Malheureusement, au-delà des effets d'annonce la mesure n'est pas financée. Alors que les 3% de déficit public sont déjà allègrement dépassés par les mesures déjà annoncées, le gouvernement doit faire bonne figure auprès de ses alliés européens - l'Allemagne fronce les sourcils, l'Italie est hilare. Et là, une idée de génie germe à Bercy : puisque les automates se multiplient et qu'ils menacent apparemment l'emploi, pourquoi ne pas taxer l'intelligence artificielle ? Aussitôt dit, aussitôt fait : la TIAR (taxe sur l'intelligence artificielle et robotique) voit le jour, et frappe indistinctement toutes les interactions hommes-machine; ce sont les géants de la tech américains, en particulier Google, qui prêtent main forte à l'administration fiscale pour traiter les données et comptabiliser les interactions. Olivier Babeau décrit l'absurdité du système dans un éditorial au vitriol publié par Le Figaro : *"O fortunatos nimium sua si bona norint. Etouffer l'intelligence, taxer l'avenir."*

Rapidement, les effets sont dévastateurs ; **tout un pan de la tech française s'effondre**, celle qui tente de bâtir sa croissance sur l'automatisation des services et des interactions avec les utilisateurs : moteurs de recherche internes, AdTech, FinTech etc. Quelques années après ses premiers battements d'aile, le mouvement de pigeons refait surface - et fait feu de tout bois pour attirer l'attention du gouvernement. Alors que les fondateurs d'une startup française entament leur vingt-troisième jour de grève de la faim enchaînés au portail de Bercy, le gouvernement décide de réagir en créant le fonds de garantie contre le risque (FGCR), dont l'objectif est précisément de dédommager les fondateurs de startups en difficulté. Dirigé par un comité de pilotage regroupant quatre-vingt experts répartis en trois collèges (députés, sénateurs, personnalités qualifiées).

Fiction ? Caricature ? Certainement. Le scénario ci-dessus tient

certainement de la politique fiction, mais il repose sur un mécanisme maintes fois éprouvé en France - et éprouvé dans tous les sens du terme. Une mesure prise dans l'urgence, mal ficelée, financée par une la seule ressource naturelle manifestement illimitée dans l'hexagone, l'imagination fiscale... Et pourtant, les enjeux mentionnés ici sont colossaux, et réclament attention, finesse d'analyse - et surtout des réponses adaptées. **Enseignement, formation, innovation : c'est ce triptyque-là qui fera la France de demain** ; il nous appartient dans la France d'aujourd'hui, celle de 2019, de penser ce triptyque.

Certains paradoxes ne manquent pas d'interroger, année après année pour ne pas dire décennie après décennie : alors que les entreprises déplorent la pénurie de compétences et ne cessent d'insister sur les 300 000 emplois non pourvus en France, la courbe du chômage reste orientée à la hausse. L'irruption du numérique à travers tous les pans de l'expérience humaine reste mal comprise, semble même parfois ignorée par notre système d'enseignement et de formation professionnelle, malgré les réformes successives. Les chiffres donnent le vertige : 30% des métiers seraient amenés à disparaître d'ici à 20 ans, 1,5 million de salariés qualifiés manqueraient en France d'ici à 2030, à mettre en résonance avec l'investissement annuel dans l'Éducation (150 milliards) et la formation professionnelle (32 milliards).

L'inadéquation est à la fois quantitative et qualitative. Les grandes masses d'étudiants ne coïncident pas avec les besoins de l'économie : le manque d'ingénieurs et codeurs se fait ressentir, le marketing est surreprésenté, le *numerus clausus* en médecine est en débat. Les formations actuelles sont encore insuffisamment connectées à la réalité des besoins des entreprises : si l'apprentissage et les stages pallient partiellement cette difficulté, les jeunes diplômés restent « à former » pour tenir leur premier emploi. Enfin, les fameuses compétences dites « soft » dont on pressent l'importance à l'ère de l'intelligence artificielle et de l'apprentissage tout au long de la vie, ne sont finalement que peu valorisées et évaluées.

La question sous-jacente est essentielle, c'est celle de l'apprentissage de demain et d'après-demain : que devons-nous apprendre que les machines ne pourraient pas, ou ne pourront jamais faire ? Répondre à cette question, c'est éviter l'avènement du monde que HG Wells décrit au début du XX<sup>ème</sup> siècle, dans un grand roman aujourd'hui oublié, *The Sleeper awakes*: un monde où l'éducation est réservé à une toute petite élite, alors que l'immense majorité de la population est réduit à un rôle de machines, soumis à des activités répétitives et sans intelligence.

Répondre à cette question, c'est répondre aux besoins de création

de valeur face à la révolution numérique ; et amorcer la mutation indispensable de l'enseignement autour d'une nouvelle définition de ce qu'est une compétence, et quelle en est la valeur. Répondre à cette question, c'est aussi réfléchir à l'action de la puissance publique, depuis la fiscalité jusqu'à l'encadrement de l'enseignement, de manière à articuler de manière efficace, dans un cercle vertueux enseignement, formation et innovation. Répondre à cette question loin des réflexes, des peurs mais aussi en pleine conscience de ses enjeux c'est, en 2019, poser les fondements du siècle à venir. "

## “La nécessité d’un big-bang fiscal”



**Par Victor Fouquet**

*Doctorant en droit à la Sorbonne. Chargé d'études au Sénat, spécialisé dans l'analyse des politiques fiscales et budgétaires. Chercheur associé à l'Institut Sapiens, il signe régulièrement des tribunes proposant des pistes de transformations fiscales pour notre pays.*

“Evoquée comme une nécessité depuis plus de trente ans, la « *grande réforme fiscale* » se fait toujours attendre. Hormis quelques diminutions homéopathiques et petits bricolages (baisse de tel ou tel taux, raboutage de telle ou telle niche), on a en réalité peu fait en France dans le sens de la réforme fiscale. Le débat a pour autre caractéristique d'être mal étayé. Avant de vouloir réformer le système fiscal français, encore faut-il en effet bien percevoir ce qu'est par exemple l'incidence d'un impôt et les équivalences qui peuvent en découler entre des impôts que l'on croirait à tort différents (cas par exemple de l'IR et de la TVA ; on le voit ces jours-ci avec l'idée de baisser la TVA sur les produits de première nécessité, baisse d'impôt qui serait en réalité sans incidence sur le niveau des prix de ces produits), ou ce que sont la progressivité et les taux marginaux d'un impôt, et les conséquences que ceux-ci peuvent avoir sur le dynamisme d'une économie...

L'année fiscale 2018 aura été marquée, pour l'essentiel, par un allègement de la fiscalité sur le capital et la confirmation de l'entrée en vigueur du prélèvement à la source au 1er janvier 2019. La mise en place du prélèvement forfaitaire unique (PFU ou flat tax) sur les revenus de capitaux mobiliers et le recentrage de l'ISF sur sa composante immobilière (à travers l'IFI) procèdent à la fois d'un constat juste (il est exact que notre fiscalité punit trop lourdement l'épargne) et d'un postulat erroné (il est faux d'assimiler l'immobilier à une rente et de prétendre que la pierre ne participe pas à l'économie « réelle »). Hémiplégiques, ces mesures ont de surcroît donné l'impression de « faire des cadeaux aux riches » (l'exclusion du capital immobilier est d'autant plus regrettable que sa rentabilité est déjà la plus faible parmi les différentes composantes du patrimoine des Français). Quitte à briser courageusement les tabous de la progressivité et de la taxation des gros patrimoines, Emmanuel Macron aurait dû aller au bout de la logique en supprimant purement et simplement l'ISF et en étendant l'application du PFU aux revenus fonciers. Quant à la réforme du prélèvement à la source, elle aurait dû être le point final d'une refonte globale de l'imposition sur le revenu (révision du barème avec diminution du nombre de taux et élargissement de l'assiette par l'abrogation de niches fiscales – 187 sur 474 pour le seul IR !).

**Pour cette année 2019, prenons la bonne résolution de redécouvrir les enseignements de nos grands économistes.** Alors que le keynésianisme a peu de clefs à nous fournir dans le domaine de la fiscalité, profitons-en pour relire des auteurs comme Jean-Baptiste Say et Frédéric Bastiat, lesquels ont beaucoup à nous apporter dans l'analyse et finalement la réforme du système fiscal français.

Rappelons aussi que les enjeux de la fiscalité ne sont pas strictement économiques ; ils sont aussi d'ordre philosophique et éthique. Il est beaucoup question en ce moment de « justice fiscale ». Or, ce concept a une substance très différente suivant le rôle que l'on attribue à l'impôt. La pédagogie fiscale doit donc être de mise pour cette nouvelle année. Deux objectifs majeurs sont à atteindre : faire comprendre le fonctionnement de notre fiscalité afin de pouvoir l'adapter aux défis de l'économie numérique."

# “N’oublions pas nos territoires”



## Par Frédéric Gaven

*Diplômé de Sciences Po ainsi qu'en droit public et en finances publiques (DEA), Frédéric Gaven a un parcours de plus de 15 ans dans le secteur public où il a traité de questions relatives au financement de l'Etat et de la sécurité sociale (lois de finances, LFSS, exonérations de cotisations sociales...), de contrôle interne/lutte contre la fraude et de simplification des démarches administratives sur Internet pour les TPE. Frédéric a exercé ses fonctions en ministères - Affaires sociales, Bercy - ainsi que chez des opérateurs publics (ACOSS, Urssaf Ile-de-France). Après un executive MBA à HEC, comportant une spécialisation relative aux transformations digitales, Frédéric a approfondi ses compétences dans le domaine du numérique et plus particulièrement du big data.*

“Il y a une inquiétude réelle sur le devenir de la révolte des gilets jaunes. Néanmoins il est impératif d’écouter la souffrance exprimée par ce mouvement. Les élites parisiennes se doivent d’entendre le mouvement quand bien même le fond des arguments des gilets jaunes nous paraît décousu, incohérent et surtout contre-productif pour l’économie ou tout simplement l’image de la France. Ce que le mouvement révèle aussi en effet c’est la grande souffrance d’une partie de la population qui vit dans la précarité, le sentiment d’exclusion ou l’absence de perspectives. Dans cette optique, l’année 2019 doit être l’occasion de retisser des liens entre territoires et métropoles, et entre personnes diplômés et non qualifiés.

La responsabilité des politiques au cours des 40 dernières années, semble bien réelle mais il ne faut pas aussi oublier également la responsabilité de nos élites administratives en s’interrogeant entre autres pour savoir si leurs actions n’ont pas aussi contribué à figer certaines situations ?

Le numérique et les méthodologie agiles et/ou contributives sont d’excellents vecteurs de rapprochement avec la population dans toute sa diversité et notamment celle vivant en province. Le service public se

doit par conséquent de développer le numérique dans cette optique pour moderniser et transformer les démarches administratives certes, mais aussi pour être en phase avec une population qui a des idées, qui est dynamique, intelligente et intéressée pour contribuer à l'amélioration des dispositifs administratifs existants. Qu'on songe seulement - mais d'autres exemples sont nombreux - aux multiples contraintes administratives pesant sur les entreprises... **L'utilisation du numérique par le service public en direction des citoyens doit donc constituer un thème de réflexion lors du grand débat national.** L'utilisation des nouvelles technologies peut nous permettre de développer de nouvelles manières de relayer les demandes politiques par les réseaux sociaux ou des plate-formes politiques/ syndicales qui contribuerait à moderniser notre démocratie et la participation à la vie démocratique !

Autre débat qui doit agiter 2019, celui de la propriété des données. Leur utilisation par les GAFAM mais également par toute entreprise profilant des clients en utilisant des données privées doit également être au cœur du grand débat national. L'éthique du numérique, qui n'est pas contraire au développement des technologies et de l'innovation, mais simplement l'encadrement de leur usage dans une visée humaniste, pourrait en effet constituer un axe de réflexion intéressant et important."

## “The potential rate of inflation in Europe “



### Par Sofia Kanjovski

*Chargée de mission et coordinatrice du développement international de l'Institut Sapiens. Sofia is currently coordinating the international development at Institut Sapiens. Sofia has previously worked in the public and private sector in London, Paris and NYC in various fields including education, fashion and innovation and regulatory policy. She has a background in Psychology and International Relations from her studies in Finland*

“After a ‘sweet’ year of 2017 with a surprisingly strong growth, European’s acceleration in activities faded in 2018, GDP growth moved

to a more sustainable pace of recovery. The sources of growth in EU shift from the external factors that drove the past acceleration (e.g. China and Asia demand) to a more domestic orientation.

In France specifically, having a disappointing GDP growth in 2018 Q3, at only 0.4% quarter to quarter. However, it has grown a momentum in growth mainly due to the improvement in private consumption. It is likely that such resilient demand in France will carry on to fuel 2019's growth, owing to a huge improvement in domestic demand.

Right Now, many European companies are facing an increasingly tight labor market, so they need to pay higher wages to attract or keep employees. Meanwhile, underinvestment among industrial groups since 2018 means many companies now will have full factories, so they need to invest in new capacity for further growth.

Both of these factors are causing a potential inflation within EU, so it is possible that the biggest topic in 2019 will be the rate of inflation, and ECB's reaction to it.

Inflation could have some huge impacts on the kinds of companies that fared well in the low rate and low inflation environment. So the question becomes whether a company can still grow if it is unable to add new workers in the competitive environment.

Financials firms (e.g. banks, insurance companies) could benefit from the new inflationary environment because they can reprice the rate they charge on loans and other products. Revenues should rise more quickly than occurred costs, and financial firms benefit from volume growth as the economy continues to expand.

The telecoms sector is another field that should benefit from higher inflation. Their infrastructure is already there and rising wages mean consumers are able to bear higher prices. Similarly, consumer cyclical sectors – like the carmakers – are currently very cheaply valued and could benefit from a more cash-rich consumer in 2019.

In mid-2018, ECB laid out an expectation that rates will be on hold 'at least through the summer of 2019'. It will be interesting to see how EU and ECB react to a potential inflation among the region."

# “La nécessité d’un débat apaisé”



**Par Yann-Maël Larhrer**

*Lauréat du Prix des Talents de la Recherche décerné par RUE 89 et FABERNOVEL, il a soutenu en 2017 sa thèse intitulée « les relations numériques de travail » sous la direction du Professeur Jean-François CESARO à l’université Panthéon-Assas. Passionné par les nouvelles pratiques collaboratives, il a travaillé en tant que juriste et en tant que communicant dans différentes organisations (Stratégie Gouv, TOTAL, VINCI). Il intervient désormais auprès de divers publics (chefs d’entreprises, politiques, étudiants, RH, commerciaux, syndicats) afin de favoriser l’adoption de nouveaux modes de travail. Il a fondé okaydoc.fr, une plateforme de docteurs (PhD) consultants/speakers pour accompagner les entreprises dans leur stratégie d’innovation. Il est le coauteur du rapport “le dialogue social à l’ère du numérique”*

“Le monde est de plus en plus complexe à envisager, les mutations sont profondes et les fossés de plus en plus visibles. Le monde professionnel n’échappe pas à ce phénomène exacerbé par les transformations numériques et matérialisé par les réseaux sociaux. Les individus ne sont pas ou plus en capacité de décoder les fausses informations, et de ce fait leur servent de caisse de résonance.

Dans ce contexte, **il semble plus que nécessaire de revenir sur des discussions et des débats sains.** Dans cette mutation, chacun de nos échanges représente une source d’inspiration très précieuse. Pour le meilleur et parfois le pire, les sciences sont un moteur fondamental de l’évolution du monde. Régulièrement, des extrapolations sensationnelles s’adosent aux projets scientifiques. Au-delà de l’écho médiatique qu’elles suscitent, ces exagérations desservent le plus souvent la connaissance. Comme elles ne se confirment pas (toujours), elles entament la confiance du public envers tous les experts.

Trop discrets, les scientifiques aussi doivent peser dans le débat public. Il est urgent et crucial qu’ils retrouvent leur juste place dans les médias. Plus que jamais nous avons besoin de nous appuyer sur la recherche et toutes les expertises pour anticiper les évolutions de la société. La complexité du monde mérite d’être prise à bras le corps et expliquée. Encore davantage l’heure de la concision imposée par l’ère numérique.”

# “Blockchain: la désillusion?”



## Par Yorick de Mombynes

*Chercheur associé à l'Institut Sapiens. Né en 1975, diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce de Paris (ESCP) et de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris (IEP), titulaire d'une licence de philosophie de l'Université Sorbonne-Paris IV, ancien élève de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA), il a été conseiller technique du premier ministre François Fillon et a travaillé chez Total. Il a enseigné l'économie et la philosophie politique à l'IEP de Paris. Il est conseiller référendaire à la Cour des comptes. Il est notamment le coauteur du rapport "Bitcoin, Totem et Tabou" (février 2018).*

“1) Le processus de “dé-totémisation” de la “Blockchain” devrait se poursuivre : **on comprendra de plus en plus que la “Blockchain” est une notion ambiguë qui a suscité trop d'illusions et de fantasmes.** Des arnaques et projets absurdes continueront à fleurir mais en nombre plus réduit qu'en 2018.

2) **Le bitcoin restera un tabou inquiétant pour les élites** et la plupart des observateurs qui continueront à le regarder avec une méfiance superstitieuse et à l'accuser de tous les maux de la Terre.

3) Inexorablement, toutes les 10 minutes, un nouveau bloc de transactions sera créé et 12,5 bitcoins seront émis avec une régularité métronomique, pendant que, de leur côté, les politiques monétaires des banques centrales resteront imprévisibles, arbitraires et incompréhensibles.

4) La technologie et l'écosystème Bitcoin devraient continuer de se renforcer comme ils l'ont fait en 2018, pendant que la plupart des observateurs resteront obnubilés par le cours.

5) Bitcoin devrait rester, cette année encore, le système décentralisé de stockage et d'échange de valeur le plus sûr jamais inventé, pendant que le système financier mondial continuera à subir d'innombrables bugs, fraudes et entourloupes se comptant en milliards d'euros. ”

# “Avis de tempête”



## Par François Xavier Oliveau

*Ancien dirigeant de start-up et de PME, François-Xavier Oliveau accompagne aujourd'hui les dirigeants d'entreprises européennes d'un fonds d'investissement français. Diplômé de Centrale, Sciences-Po et Harvard, il contribue aux réflexions de plusieurs « think tanks » sur les interactions entre technologie, entreprise et système politique. Il a publié en 2017 Microcapitalisme (PUF, collection Génération Libre) où il analyse les impacts de la révolution technologique sur la société et l'économie. Il y propose et détaille une refonte complète de notre modèle social. L'ouvrage a reçu le Prix du jury du comité Turgot.*

Une image valant plus que 1000 mots, voici ce à quoi je pense en regardant 2019 :



En deux mots : gros temps. Peut-être pas encore la méga tempête, mais ça va beaucoup bouger et ça pourrait empirer vite. Voici mes paris, qui n'engagent absolument que moi.

## Incertitude et instabilité politique

- *Enorme incertitude sur à peu près tous les fronts*
- *L'incertitude sur le Brexit pourrait durer si le projet actuel est rejeté le 15 janvier, avec toutes les options ouvertes : un deal de dernière minute peu favorable au UK, une extension du délai, un Hard Brexit ou un renoncement par référendum avec maintien dans l'UE – cette dernière hypothèse n'est pas la moins probable.*
- *Aux US, tensions accrues à attendre entre Trump et la Chambre des représentants (long shutdown), et entre Trump et la Fed, avec une politique budgétaire expansionniste compensée par une politique monétaire plus restrictive que je vois néanmoins s'assouplir rapidement avant la fin de l'année avec le ralentissement économique probable.*
- *En revanche je ne m'attends pas à une réelle guerre commerciale déclenchée par les US, en dehors de quelques escarmouches symboliques*
- *En France, action gouvernementale embourbée dans la durée, avec trois mois à patauger dans le grand débat expiatoire. Réforme des retraites mise en attente. Fragmentation façon puzzle des votes lors des élections européennes, surtout s'il y a une (des) listes gilets jaunes.*

## Croissance molle & risque de retournement

- *Sur le plan global, mollissement de la croissance un peu partout. Série de profit warnings à attendre au début et en cours d'année.*
- *Les marchés vont-ils se retourner cette année ou l'année prochaine ? Joker.*
- *Si le retournement des marchés à lieu cette année, ce sera très violent et très, très déflationniste. Risque de contraction monétaire accélérée par 1. les défauts d'entreprises endettées 2. Un certain manque de cartouches des banques centrales en matière de politique monétaire, notamment en Europe*
- *Dans ce cas, impacts forts à attendre sur l'emploi. Les gains de productivité pas entièrement réalisés lors de ces dernières années vont arriver très fort, avec en outre une forte tendance à la numérisation des back offices (RPA).*

## Tech : progrès technique mais année inconfortable

- Progrès soutenus sur les nouvelles technologies, notamment l'IA, qui va être de plus en plus déployée dans les entreprises. Spread croissant entre les plus rapides et les plus lents.
- Très forte pression des gouvernements sur les entreprises du numérique, notamment sur la localisation et la taxation du chiffre d'affaires ainsi que la réglementation de l'activité
- Pas nécessairement une bonne année pour les valorisations des entreprises technos néanmoins (Tesla, Apple...)
- Pas gagné pour les IPO dans un contexte qui risque d'être nerveux et volatil.

### Le sujet de l'année : prix et monnaie

- Quoi qu'il arrive, j'anticipe une forte pression à la baisse sur les prix cette année, sur tous les horizons. Les attentes sur le retour de l'inflation seront encore une fois déçues. Vraisemblable que la BCE reprenne sa politique de quantitative easing sous une forme ou une autre.
- Dans un contexte déflationniste porté par une économie flageolante, et un baril plus bas que fin 2018, je m'attends à une résurgence du débat de 2016 sur l'injection directe de liquidités par les banques centrales dans l'économie (monnaie hélicoptère). Ce sera pour moi l'un des sujets-surprise de débat cette année sur les politiques publiques.

## “Réinventer l'action publique”

### Par Antoine Picron



Analyste en politiques publiques et chercheur à l'Institut Sapiens. Né en 1994, diplômé en droit de l'Université Toulouse 1 Capitole et de l'École d'Affaires publiques de l'IEO de Paris, il est passé par le cabinet de Conseil en stratégie Altermind, une société de conseil innovante, ainsi que par le service économique de l'ambassade de France à Tallinn en Estonie. Antoine Picron a été rédacteur pour le journal de la faculté de droit de Toulouse, et est aussi chroniqueur occasionnel pour le blog « Trop libre » de la Fondation pour l'innovation politique. Il est notamment l'auteur du rapport “L'Estonie : modèle d'un Etat plateforme e-gouverné”.

“L’année 2018 nous a montré que sans rénovation de l’action publique pour s’adapter et répondre au mieux aux enjeux posés par les grandes transformations - technologique, géopolitique, environnementale, économique, sociale et démographique - qui prennent corps en ce début de XXI siècle, celles-ci ne peuvent former des transitions acceptables socialement et procurer des opportunités au profit de tous les individus. Réinventer l’action publique ne se fera pas en une année mais espérons que l’année 2019 soit une étape fondamentale dans ce processus.

Sans avoir la volonté ni la prétention d’être exhaustif, je souhaiterais évoquer ici trois opportunités relatives à l’action publique pour 2019 :

### **L’opportunité de fonder une véritable action publique européenne**

L’année 2018 a une fois de plus montré la nécessité pour les États membres de coopérer s’ils veulent assurer la prospérité des citoyens européens et s’ils veulent faire entendre leurs voix sur la scène internationale. Sur le plan externe, l’absence de réponse véritable face à la remise en cause de l’accord iranien par les États-Unis a constitué un exemple patent de la faiblesse de l’Union européenne. Sur le plan interne, l’année 2018 a aussi montré à quel point les fractures politiques comme économiques et sociales persistent entre les États et le ralentissement probable de l’économie allemande ne devrait pas améliorer cette situation.

Gageons cependant que les échéances primordiales que rencontrera l’Union européenne en 2019 parmi lesquelles la réalisation – ou non - du Brexit, la succession de Mario Draghi à la tête de la BCE et les élections européennes de mai 2019 puissent servir de point d’appui à la construction d’une véritable action publique européenne. Les sujets ne manquent pas : Europe de la défense, environnement, union bancaire et budget de la zone euro, politique commerciale et politique de concurrence, marché du numérique etc..

### **L’opportunité de transformer l’Etat au profit du citoyen**

Si la transformation de l’Etat semblait promise à un bel avenir avec le début du quinquennat d’Emmanuel Macron, le second semestre 2018 a marqué un net refroidissement de ces espérances : l’absence de publication officielle du rapport CAP 2022 et le report de la réforme institutionnelle en sont des exemples. Pourtant l’année 2018 a aussi plus que jamais montré la nécessité pour l’Etat de penser son rôle dans la société. Le besoin de mobilité sociale, l’exigence écologique, les opportunités technologiques et le bouleversement des paradigmes économiques et sociaux traditionnels par la plateformes de la

société ont mis en défaut l'Etat et l'administration.

Pour répondre aux attentes des citoyens en 2019, les pouvoirs publics n'auront d'autre choix que celui d'oser en gardant en tête un leitmotiv: transformer l'Etat et les administrations au bénéfice du citoyen qu'il soit habitant d'une zone rurale, d'une métropole ou encore expatrié et quel que soit sa qualité : usager, contribuable, électeur, mais aussi agent public. Les angles d'attaque ne manquent pas : mise en place de l'Etat plateforme, relation avec la société civile et les acteurs privés, intégration des nouvelles technologies dans les politiques publiques, baisse des dépenses publiques et des prélèvements obligatoires, souveraineté et démocratie numérique etc..

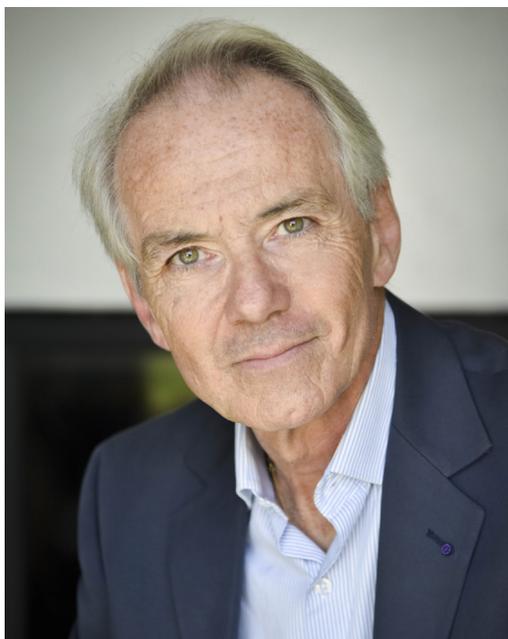
La transformation du rôle de l'Etat ne résoudra pas tous les problèmes auxquels font face les administrations publiques françaises et les français, mais elle permettra de faire véritablement entrer l'État français dans le XXI siècle.

### **L'opportunité d'équilibrer le rôle des acteurs privés du numérique dans l'action publique**

L'année 2018 a mis en exergue un paradoxe relatif aux acteurs du numérique, notamment les GAFAM et les NATU. Ils sont sources d'innovation et répondent aux besoins des consommateurs et plus largement de la société civile complétant voire suppléant l'action publique. Certains acteurs sont en capacité de remplir des activités pouvant aisément correspondre à des missions de services publics voire à des activités régaliennes (à l'image du safety check de Facebook) et d'agir là où l'Etat ne le peut plus (comme Uber en matière de transport). En même temps, ce glissement de l'action publique vers certains acteurs numériques ne va pas sans limites parmi lesquelles: les carences démocratiques, la protection et l'intégrité des données, l'accès et la continuité du service. L'affaire révélée en 2018 de la « *fuite de données Facebook-Cambridge Analytica* » de plusieurs millions d'utilisateurs de Facebook illustre ces dérives potentielles.

La question du rôle de ces acteurs dans l'action publique est ainsi entièrement posée qu'il s'agisse des différentes formes de régulations et de politiques publiques mises en place ou du type de relation partenariale qu'ils entendent nouer avec les institutions publiques. Trois principes, parfois antagonistes et d'une intensité différente, devraient guider le choix de ces politiques publiques et de ces partenariats : l'exigence de souveraineté numérique, la garantie des libertés individuelles et les bénéfices apportés par la révolution numérique.

# “Halte au feu !”



## Par Pierre Robert

*Agrégé de sciences économiques et sociales, professeur de chaire supérieure, il a enseigné l'économie, la sociologie et l'histoire en classes préparatoires au lycée Franklin à Paris ainsi que l'histoire de la pensée économique à l'université de Versailles Saint Quentin en Yvelines. Il est également l'auteur de deux ouvrages publiés par les éditions Pearson et le créateur du site hecosphere.com dont l'ambition est de faciliter l'accès de tous à la culture économique. Il est notamment l'auteur de nos rapports "Comment élever le niveau des Français en économie" et "Radiographie d'un manuel de seconde".*

“Un vent mauvais souffle sur la France. Il charrie un puissant courant de détestation des riches et excite l'envie de couper des têtes, ne serait-ce que symboliquement

L'énorme secousse sociale déclenchée par les gilets jaunes a fait resurgir le thème de la lutte des classes. Mais à l'évidence les gilets jaunes ne forment pas une classe. C'est un mouvement beaucoup trop hétérogène pour qu'on puisse le qualifier ainsi. À part l'exaspération, il n'y a guère de points communs entre les uns et les autres. Il n'y a pas non plus de réelle convergence de leurs objectifs. Si le mouvement n'a ni conscience collective commune, ni intérêts partagés on est vraiment très loin de l'interprétation marxiste.

Ce qui peut inciter à la remobiliser, c'est l'apparente haine des riches qu'expriment la plupart de ceux qui occupent les ronds-points et se rassemblent le samedi. Mais dans leur cas ce n'est pas une force qu'on pourrait mobiliser pour balayer l'ordre capitaliste et marchand. C'est bien plutôt une âpre et envieuse revendication pour avoir ce qu'ont ceux qui vivent dans l'opulence, en imaginant que leur fortune a été acquise sur le dos des autres et qu'il faut leur faire rendre gorge.

L'analyse de Veblen en termes de comparaison provocante semble beaucoup plus pertinente que celle de Marx pour expliquer ce qui se passe. Dans notre société où les réseaux sociaux permettent à chacun d'étaler en permanence une image radieuse mais factice de sa vie, les

mécanismes de comparaison fonctionnent à plein régime. Ils peuvent exercer sur certains un effet dépressif majeur et en poussent même quelques-uns à littéralement perdre la raison.

Ceux qui nous gouvernent devraient en tirer la leçon en termes de communication. Il ne faut surtout plus dire ou faire quoi que ce soit qui pourrait laisser supposer l'arrogance ou le mépris. La vie politique est un théâtre, le scénario de la pièce a changé, les rôles ont été redistribués, il faut en tirer les conséquences et se mettre à l'écoute.

À cet égard, le grand débat public à venir peut-être une bonne chose si on ne sombre pas dans le débat sur le débat. Il pourrait être l'occasion d'établir un état des lieux objectifs des relations entre les métropoles et leurs périphéries. **On s'apercevrait peut-être alors, comme le montre Christophe Guilluy, que la région parisienne transfère massivement des ressources vers la province qu'elle subventionne en continu depuis de longues années.**

Cela peut aussi être l'occasion de faire le point sur des questions sociétales sensibles qui jusqu'à maintenant divisent en cherchant ce qui peut désormais unir. Il faut faire en sorte que le gros de la population cesse de penser que ces réformes leur sont imposées par une toute petite minorité de personnes qu'ils perçoivent comme étant déviantes.

On pourrait aussi sérieusement se pencher sur la question des inégalités en s'attaquant enfin à leurs racines au lieu de s'épuiser à les corriger en aval, après qu'elles se soient formées. Cela suppose de mettre tout le monde en capacité d'exploiter ses talents et de disposer d'une seconde chance en cas d'échec.

Pourquoi ne pas aussi examiner de plus près l'utilité sociale et le fonctionnement de cette myriade d'agences et d'autorités plus ou moins indépendantes gravitant autour de la sphère publique en distribuant à quelques privilégiés de généreux émoluments ?

Le véritable ennemi de ceux qui se dressent aujourd'hui avec colère contre l'ordre social, ce n'est pas une pseudo classe de riches mais c'est l'État qui en fait beaucoup trop, qui le fait très mal et qui ne cesse de distribuer des prébendes à ceux qui sont dans les cercles du pouvoir.

C'est l'État sous sa forme actuelle qui nous étouffe et qui nous ruine. Les riches en revanche créent de la richesse et collectivement nous enrichissent en faisant naître des activités et des emplois. Pour le montrer nul besoin de se référer à une pseudo théorie du ruissellement, il suffit de raisonner en termes de prise de risque et d'investissement.

Dans ce contexte, comment se projeter en 2019 ? Peut-être en se souvenant que le caractère chinois pour le mot crise signifie à la fois opportunité et danger. Ce rapprochement suggère un optimisme modéré en ce sens que si les dangers du nihilisme sont très grands, les opportunités pour les surmonter le sont également.”

